

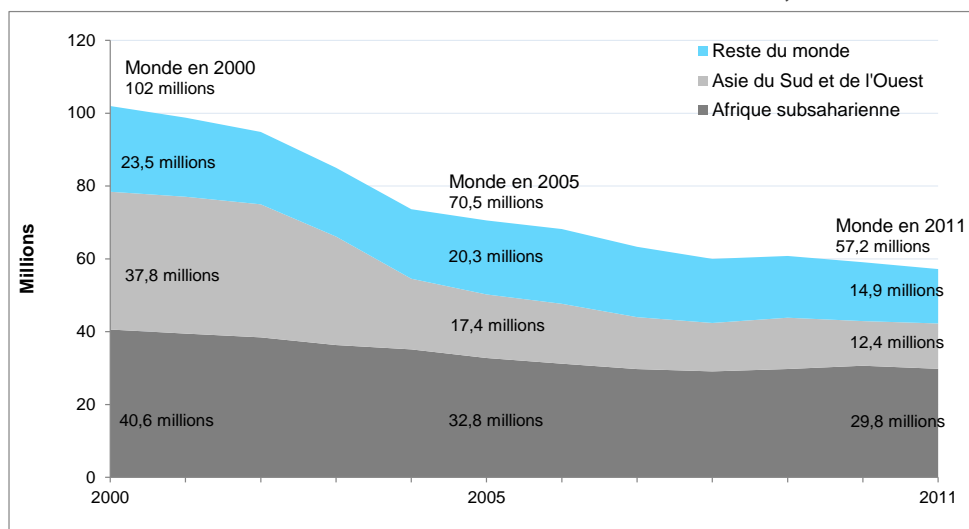
Conjointement publié par le Rapport mondial de suivi sur l'Éducation pour tous et l'Institut de statistique de l'UNESCO (ISU), le présent bulletin d'information montre que les progrès en matière de réduction du nombre d'enfants non scolarisés sont désormais pratiquement au point mort, au moment même où l'aide internationale en faveur de l'éducation de base baisse pour la première fois depuis 2002.

LES PROGRÈS EN DIRECTION DE L'ÉDUCATION PRIMAIRE UNIVERSELLE SONT TROP LENTS

Alors que le débat se poursuit sur les objectifs de l'agenda pour le développement post 2015, de nouvelles données révèlent que le monde n'est toujours pas susceptible de tenir l'un de ses engagements les plus modestes : scolariser tous les enfants d'ici à 2015. Plus de 57 millions d'enfants continuent à être privés de leur droit à l'éducation primaire, et il est probable qu'un grand nombre d'entre eux n'iront jamais à l'école.

La dynamique visant à atteindre les enfants non scolarisés a considérablement ralenti depuis 2005. En effet, au niveau mondial, le taux net de scolarisation dans le primaire n'est passé que de 87 à 89 %. Ces chiffres contrastent clairement avec les progrès réalisés au début du Millénaire, lorsque la communauté internationale s'est engagée à atteindre l'objectif de l'éducation primaire universelle lors du Forum mondial de l'éducation en 2000. Selon les données de l'ISU, 57 millions d'enfants en âge de fréquenter l'école primaire n'étaient pas scolarisés en 2011 (voir **Graphique 1**). La baisse est donc légère par rapport à 2010, année où le nombre d'enfants non scolarisés à travers le monde était de 59 millions.¹ Ce faible recul a été enregistré après plusieurs années successives de stagnation. Par ailleurs, même si cette baisse se poursuit au cours des prochaines années, le monde sera encore loin d'atteindre l'objectif de l'éducation primaire universelle en 2015.

GRAPHIQUE 1. NOMBRE D'ENFANTS NON SCOLARISÉS PAR RÉGION, 2000-2011



Source : Base de données de l'Institut de statistique de l'UNESCO.

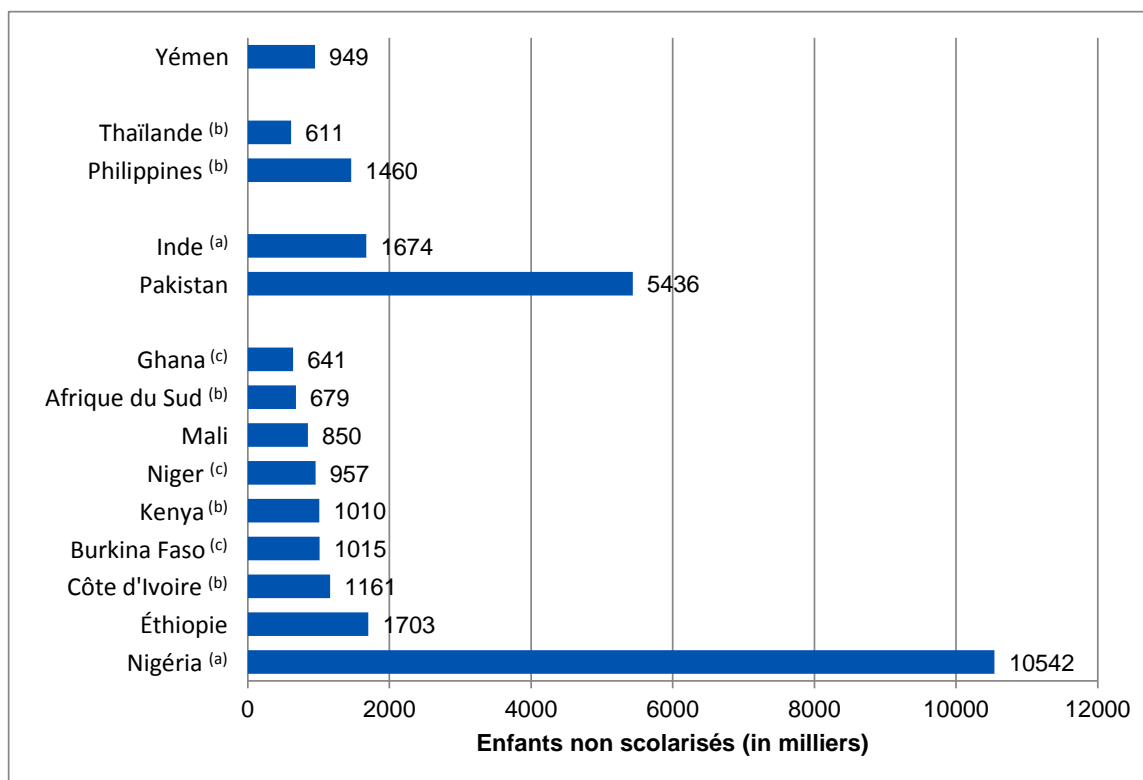
¹ En 2012, l'ISU estimait qu'en 2010, 61 millions d'enfants en âge de fréquenter l'école primaire n'étaient pas scolarisés. En 2013, l'Institut a révisé son estimation de 2010 à 59 millions d'enfants non scolarisés. La différence entre les estimations publiées en 2012 et en 2013 tient au fait que de nouvelles données nationales ont été disponibles.

La raison principale pour laquelle les progrès ont ralenti est qu'en Afrique subsaharienne (voir *Graphique 1*), le nombre d'enfants non scolarisés s'est maintenu autour de 30 millions au cours des cinq dernières années. Par conséquent, plus de la moitié des enfants non scolarisés dans le monde vivent en Afrique subsaharienne. Plus d'un enfant sur cinq (22 %) en âge de fréquenter l'école primaire dans la région n'est jamais allé à l'école ou l'a quittée avant d'achever ses études primaires. La région ne parvient pas à répondre à la demande accrue d'éducation liée à l'augmentation du nombre d'enfants en âge de fréquenter l'école. En 2011, il y avait 32 millions d'enfants en âge de fréquenter l'école primaire de plus qu'en 2000.

En revanche, l'Asie du Sud et de l'Ouest a réalisé d'énormes progrès au cours des deux dernières décennies ; le nombre d'enfants non scolarisés y a baissé de deux tiers : de 40 millions en 1999, il est passé à 12 millions en 2011.

Dans des pays africains tels que le Burkina Faso, la Côte-d'Ivoire, l'Éthiopie, le Kenya et le Nigéria, plus d'un million d'enfants ne sont pas scolarisés. Le **Graphique 2** présente les données des pays confrontés aux défis les plus considérables, mais il est important de souligner que cette liste n'est pas exhaustive. Des pays tels que l'Afghanistan et la Somalie luttent pour que chaque enfant bénéficie d'une éducation primaire, mais ne disposent pas des données qui permettraient de dénombrer précisément les enfants non scolarisés.

GRAPHIQUE 2. NOMBRE D'ENFANTS NON SCOLARISÉS PAR PAYS, EN 2011



Notes : (a) Données de 2010.

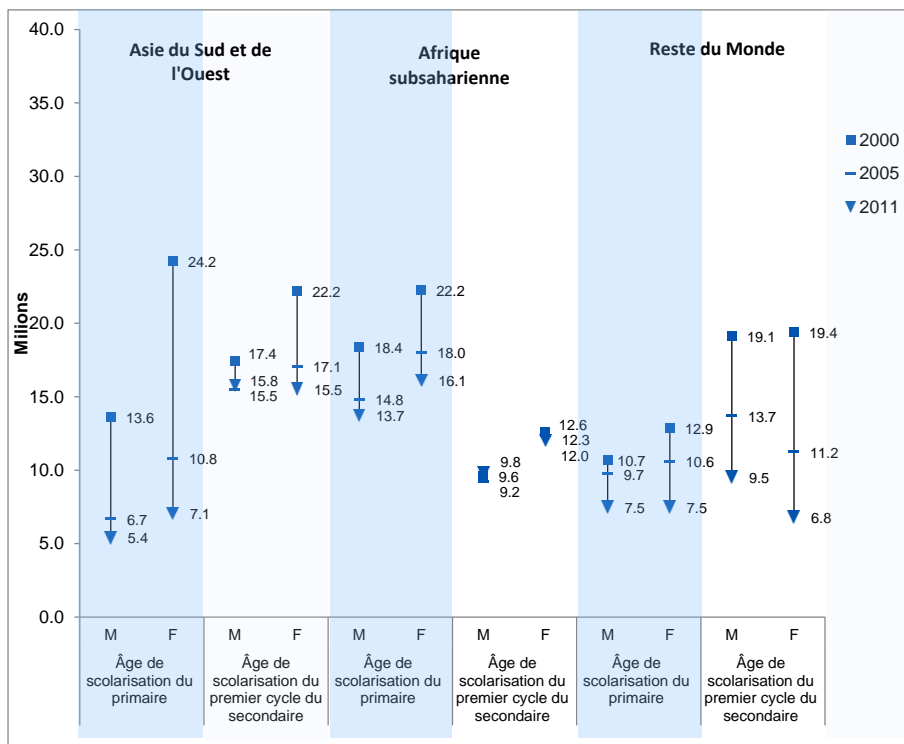
(b) Données de 2009.

(c) Données de 2012.

Source : Base de données de l'Institut de statistique de l'UNESCO.

Les données de l'ISU fournissent également certaines indications concernant l'exclusion du système éducatif dont sont victimes de jeunes adolescents en âge de fréquenter un premier cycle du secondaire qui ont, généralement, entre 12 et 15 ans. En 2011, au plan mondial, 69 millions de jeunes adolescents n'étaient pas scolarisés dans le primaire ou le secondaire, contre 100 millions en 2000. L'Asie du Sud et de l'Ouest abrite la plus grande part de cette population, avec 31 millions de jeunes adolescents non scolarisés, mais des progrès importants ont été réalisés en faveur des filles (voir *Graphique 3*). Le deuxième chiffre le plus élevé a été observé en Afrique subsaharienne (22 millions), où pratiquement aucun progrès n'a été enregistré en termes de taux de scolarisation ou d'égalité entre les sexes pendant toute la période.

GRAPHIQUE 3. NOMBRE D'ENFANTS NON SCOLARISÉS PAR TRANCHE D'ÂGES, SEXE ET RÉGION EN 2000, 2005 ET 2011



Source : Base de données de l'Institut de statistique de l'UNESCO.

DE NOMBREUX ENFANTS QUITTENT PRÉMATURÉMENT L'ÉCOLE ET D'AUTRES N'ONT MÊME PAS LA POSSIBILITÉ D'Y ALLER UNE SEULE JOURNÉE

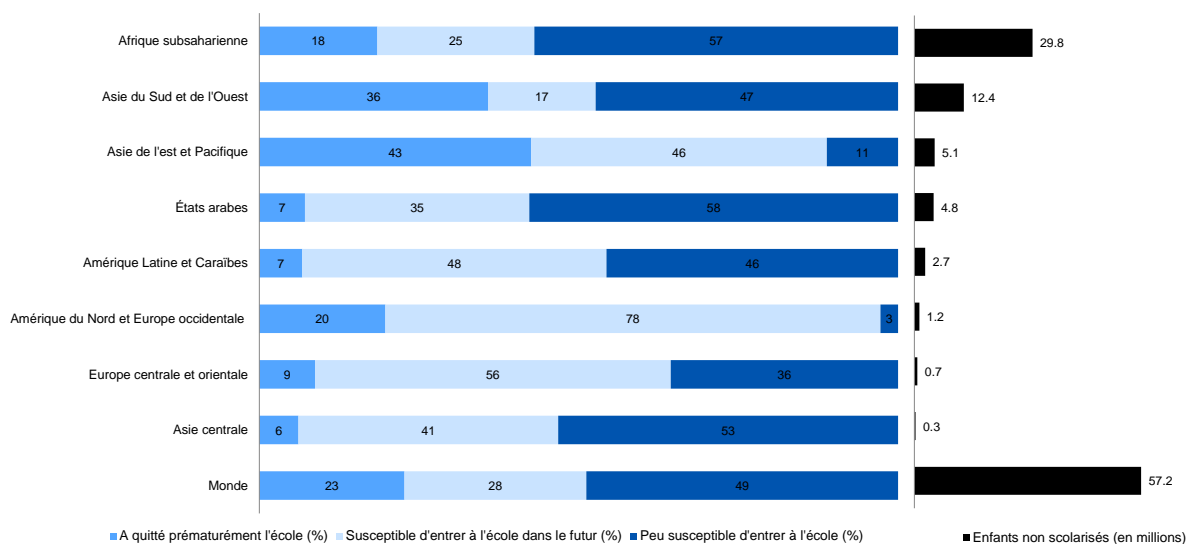
Alors qu'au niveau mondial, l'accès à l'éducation s'est amélioré, les progrès accomplis en matière de réduction du nombre d'enfants qui quittent l'école avant d'avoir accédé à la dernière classe du primaire sont faibles. Environ 137 millions d'enfants ont commencé l'école primaire en 2011, mais au moins 34 millions d'enfants (dont certains ont dépassé l'âge scolaire officiel) ont quitté l'école avant d'avoir commencé la dernière classe du primaire. Ceci se traduit par un taux d'abandon précoce de 25 %, identique à celui en 2000. Pour atteindre l'éducation primaire universelle, de nouvelles interventions sont nécessaires afin de réduire ce taux et de s'assurer que chaque enfant acquiert, au minimum, les compétences de base en lecture, en écriture et en calcul.

L'Afrique subsaharienne et l'Asie du Sud et de l'Ouest ont les taux d'abandon précoce les plus élevés. Dans ces régions, plus d'un élève sur trois qui a commencé l'école primaire en 2011 n'achèvera pas ses études primaires.

Pour mieux évaluer dans quelle mesure l'abandon précoce influence la population d'enfants non scolarisés, l'ISU détermine la population non scolarisée en âge de fréquenter l'école primaire sur la base de la fréquentation scolaire des enfants : ceux qui ont quitté prématurément l'école, ceux qui sont susceptibles d'aller à l'école dans les prochaines années, et ceux qui ne seront probablement jamais scolarisés.

Sur les 57 millions d'enfants en âge de fréquenter l'école primaire qui ne sont pas scolarisés, il est probable que près de la moitié (49 %) n'iront jamais à l'école. 23 % de ces millions d'enfants sont allés à l'école mais ont abandonné leurs études, et les 28 % restants sont susceptibles d'aller à l'école au cours de ces prochaines années (voir **Graphique 4**). Les données font apparaître de grandes différences selon les régions prises en considération. Dans les États arabes, en Asie centrale, en Asie du Sud et de l'Ouest, et en Afrique subsaharienne, il est probable qu'environ la moitié des enfants non scolarisés n'iront jamais à l'école. En Europe centrale et orientale, en Amérique latine et aux Caraïbes, ainsi qu'en Amérique du Nord et en Europe occidentale, la plupart des enfants non scolarisés commenceront à aller à l'école tardivement. En Asie de l'Est et dans le Pacifique, ainsi qu'en Asie du Sud et de l'Ouest, les proportions d'enfants qui quittent prématurément l'école sont considérables.

GRAPHIQUE 4. FRÉQUENTATION SCOLAIRE DES ENFANTS EN ÂGE DE FRÉQUENTER L'ÉCOLE PRIMAIRE QUI NE SONT PAS SCOLARISÉS, PAR RÉGION, EN 2011



Source : Base de données de l'Institut de statistique de l'UNESCO.

La classification des enfants non scolarisés en fonction de la fréquentation scolaire passée ou possible dans un proche avenir est riche d'enseignements pour les responsables de l'élaboration des politiques. Si la majorité des enfants non scolarisés d'un pays sont allés à l'école mais l'ont quitté prématurément, les programmes et les interventions devraient avoir pour objectif prioritaire de réduire le taux d'abandon en améliorant la qualité de l'éducation et de résoudre les problèmes liés, par exemple, aux coûts directs et indirects de l'éducation. Pour les enfants qui sont susceptibles d'aller prochainement à l'école, l'objectif est de s'assurer qu'ils intègrent le système éducatif précocement.

Les enfants susceptibles de ne jamais accéder à une scolarisation – environ 17 millions de filles et 11 millions de garçons – posent les problèmes les plus sérieux aux responsables de l'élaboration des politiques. L'une des premières étapes à franchir pour atteindre ces enfants consiste à mieux définir qui ils sont (voir **Encadré 1**).

Encadré 1. L'Initiative mondiale sur les enfants non scolarisés

L'Initiative mondiale sur les enfants non scolarisés (OOSCI) a été lancée en 2010 par l'ISU et l'UNICEF. Tout au long de l'année 2013, l'initiative publiera un certain nombre de rapports nationaux et six rapports régionaux présentant les constatations relatives aux enfants non scolarisés des 26 pays participants. Les rapports établiront le profil des enfants non scolarisés, identifieront les obstacles aux progrès, et exposeront les politiques et stratégies adaptées au contexte visant à faire augmenter les taux de scolarisation ainsi que la fréquentation scolaire des enfants exclus et marginalisés. Ces rapports fournissent un ensemble de nouvelles données et informations sur les populations non scolarisées, par exemple en Amérique latine et les Caraïbes où, selon les estimations, 22 millions d'enfants et de jeunes sont exclus ou risquent d'être exclus de l'éducation de la petite enfance au premier cycle de l'enseignement secondaire.

Dans un certain nombre de pays participants, les gouvernements s'acheminent vers une plus large diffusion des résultats des études. Par exemple, des ateliers seront organisés au niveau des provinces sri lankaises avec les parties prenantes de l'éducation, et de nouveaux dispositifs sont mis en place afin d'améliorer l'identification des enfants non scolarisés, notamment au sein des groupes défavorisés, en Arménie, en Géorgie et au Kazakhstan.

L'UNICEF et l'ISU continuent à déployer des efforts dans le cadre de l'initiative mondiale en œuvrant avec les pays participants et de nouveaux partenaires afin de fournir les données requises pour alimenter les politiques visant à réduire le nombre d'enfants non scolarisés.

QUI SONT LES ENFANTS NON SCOLARISÉS ?

Alors que des données sont régulièrement recueillies sur les élèves qui vont à l'école, on sait beaucoup moins de choses sur les enfants non scolarisés, qui ne sont pas toujours visibles dans les statistiques traditionnelles sur l'éducation. De nouvelles approches s'avèrent nécessaires afin de définir plus précisément les profils des enfants et des jeunes non scolarisés et de mieux identifier les multiples difficultés auxquelles ils sont confrontés. Les études menées sur des échantillons de ménages contribuent à fournir des informations sur les caractéristiques des enfants non scolarisés ; néanmoins, les enfants les plus désavantagés échappent souvent à ce type d'enquêtes.

Le **Graphique 5** présente la part des enfants en âge de fréquenter l'école primaire qui ne sont pas scolarisés ainsi que les disparités par sexe, situation géographique et richesse du ménage. Le graphique s'inspire de 57 enquêtes auprès de ménages harmonisées et représentatives au plan national qui ont été menées par des organismes internationaux et des partenaires nationaux dans des pays en développement, pendant la période 2006-2011.²

Les disparités les plus importantes sont liées aux caractéristiques des ménages : domicile urbain ou rural et richesse des ménages. Les taux moyens non pondérés de garçons et de filles non scolarisés sont similaires pour les enfants en âge de fréquenter l'école primaire (20% et 21%), mais il existe des écarts considérables entre les enfants des zones rurales (23%) et urbaines (12%), ainsi qu'entre les enfants des ménages aisés (9%) et pauvres (31%).

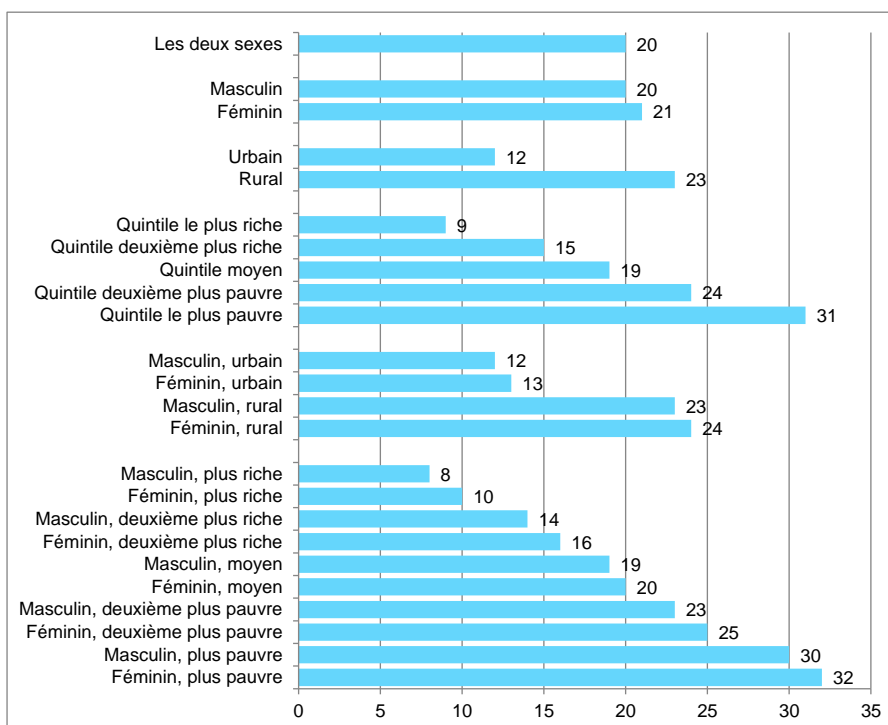
Il est rare que les facteurs ayant une incidence sur l'exclusion agissent isolément. Les disparités liées au sexe sont souvent associées à la pauvreté et au lieu de résidence et créent des désavantages encore plus flagrants en termes d'opportunités d'apprentissage au sein des pays. En Éthiopie, en 2011, il existait des écarts considérables entre les proportions de filles et de garçons qui étaient allés à l'école (*voir Graphique 6*). À Addis-Abeba, pratiquement tous les enfants des ménages aisés sont allés à l'école, alors que 43 % des enfants de la région rurale de l'Afar n'y sont jamais allés. Ces disparités sont amplifiées lorsque l'on compare la situation des filles et des garçons des ménages les plus démunis vivant dans la région de l'Afar, où plus des deux tiers des filles pauvres (65%) ne sont jamais allées à l'école, contre environ la moitié des garçons pauvres (53%).

LES RÉDUCTIONS DE L'AIDE METTENT EN PÉRIL LES PERSPECTIVES EN MATIÈRE D'ÉDUCATION DES ENFANTS

Alors même qu'un dernier effort est nécessaire pour s'assurer que l'ensemble des enfants seront scolarisés d'ici à 2015, notamment parce que les chiffres des enfants non scolarisés stagnent, l'aide à l'éducation de base régresse. Bien que les dépenses gouvernementales constituent la contribution la plus importante à l'éducation, les réductions de l'aide sont susceptibles d'anéantir les chances de scolarisation de millions d'enfants. Il est urgent que les donateurs réfléchissent aux réductions de l'aide qu'ils ont décidées s'ils veulent s'assurer de tenir leur engagement qu'aucun enfant ne sera non scolarisé en 2015 à cause de l'absence de ressources.

² Sources : Albanie 2008-09 DHS [Enquête démographique de santé], Azerbaïdjan 2006 DHS, Bangladesh 2011 DHS, Belize 2006 MICS [Typologie à multiples indicateurs], Bénin 2006 DHS, Bhoutan 2010 MICS, Bolivie 2008 DHS, Brésil 2006 PNAD [Enquête nationale par sondage sur les ménages], Burkina Faso 2006 DHS, Burundi 2010 DHS, Cambodge 2010-11 DHS, Cameroun 2006 MICS, République centrafricaine 2006 MICS, Colombie 2009-10 DHS, Côte-d'Ivoire 2006 MICS, République démocratique du Congo 2010 MICS, République dominicaine 2007 DHS, Égypte 2008 DHS, Éthiopie 2011 DHS, Gambie 2005-06 MICS, Ghana 2008 DHS, Guyana 2009 DHS, Haïti 2005-06 DHS, Inde 2005-06 DHS, Indonésie 2007 DHS, Kazakhstan 2006 MICS, Kenya 2008-09 DHS, Kirghizistan 2005-06 MICS, RDP Lao 2006 MICS, Lesotho 2009-10 DHS, Liberia 2007 DHS, Madagascar 2008-09 DHS, Malawi 2010 DHS, Maldives 2009 DHS, Mali 2006 DHS, Mauritanie 2007 MICS, Mozambique 2008 MICS, Namibie 2006-07 DHS, Népal 2011 DHS, Niger 2006 DHS, Nigeria 2008 DHS, Ouganda 2011 DHS, Pakistan 2006-07 DHS, Rwanda 2010-2011 DHS, Sao Tomé-et-Principe 2008-09 DHS, Sénégal 2010-11 DHS, Sierra Leone 2008 DHS, Swaziland 2006-07 DHS, République arabe syrienne 2006 MICS, Timor-Leste 2009-10 DHS, Togo 2006 MICS, Ukraine 2007 DHS, République Unie de Tanzanie 2010 DHS, Vietnam 2010-11 MICS, Yémen 2006 MICS, Zambie 2007 DHS et Zimbabwe 2010-11 DHS.

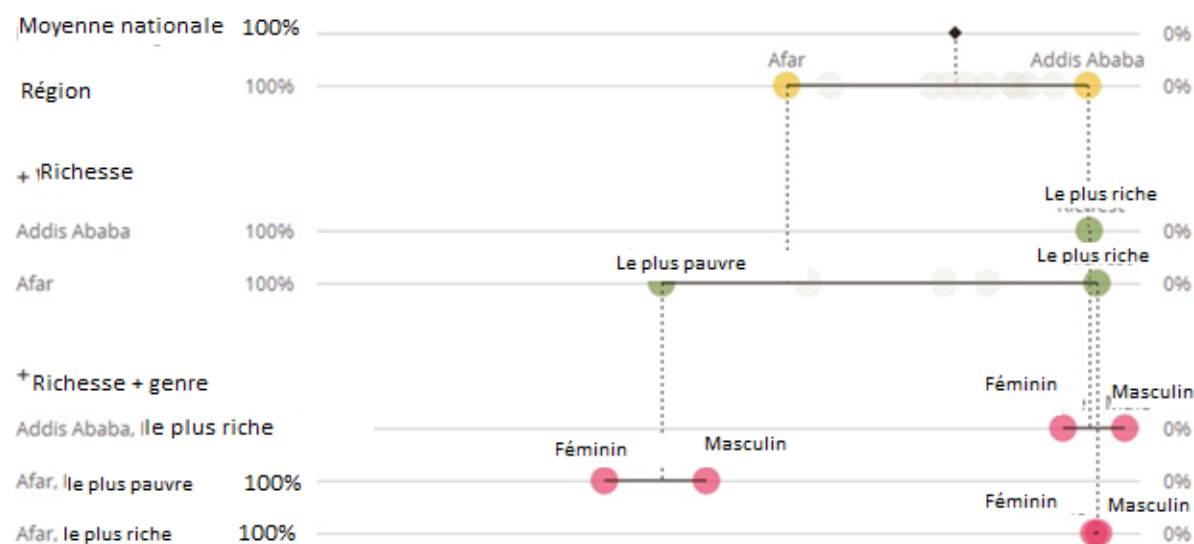
GRAPHIQUE 5. TAUX MOYENS D'ENFANTS NON SCOLARISÉS SELON LES CARACTÉRISTIQUES INDIVIDUELLES ET LES CARACTÉRISTIQUES DES MÉNAGES (DANS 57 PAYS)



Note : Les valeurs moyennes ne sont pas pondérées.

Source : Calculs établis par l'ISU reposant sur les données d'enquêtes menées auprès des ménages dans 57 pays, entre 2006 et 2011.

GRAPHIQUE 6. ENFANTS DE 7 À 16 ANS QUI NE SONT JAMAIS ALLÉS À L'ÉCOLE, PAR RICHESSE DU MÉNAGE, LIEU DE RÉSIDENCE ET SEXE, EN ÉTHIOPIE, EN 2011

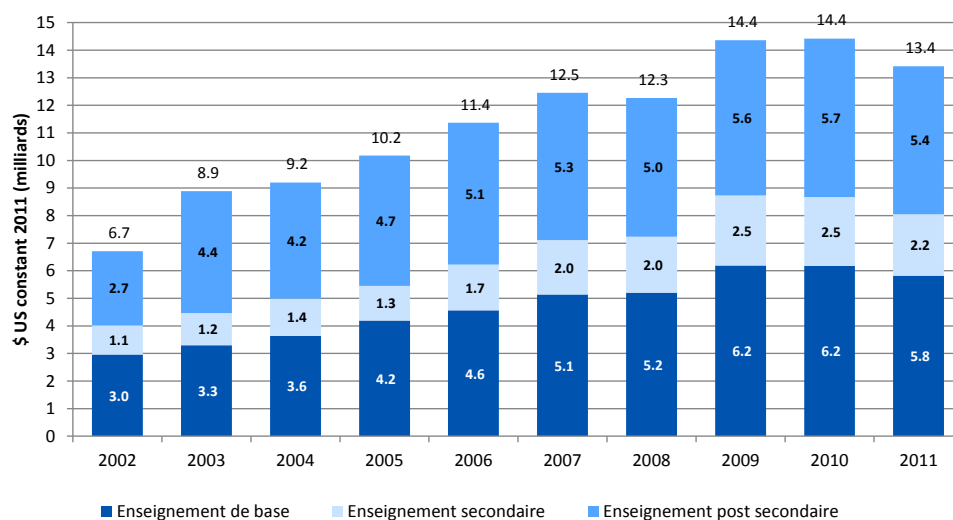


Source : Calculs du Rapport mondial de suivi sur l'ÉPT établis à partir de l'enquête démographique de santé menée en 2011 et citée dans la Base de données mondiales sur les inégalités dans l'éducation.

L'AIDE EN FAVEUR DE L'ÉDUCATION BAISSÉ DEPUIS 2010

Bien que l'aide en faveur de l'éducation ait régulièrement augmenté après 2002, cette tendance s'est désormais inversée : le total de l'aide à l'éducation a baissé de 7 % entre 2010 et 2011 (voir **Graphique 7**). Cette réduction affecte l'aide à l'éducation de base qui a baissé pour la première fois depuis 2002, passant de 6,2 milliards de dollars US en 2010 à 5,8 milliards de dollars US en 2011. Cette situation met non seulement en danger les chances d'atteindre les objectifs de 2015, mais aussi les espoirs d'élargir les objectifs mondiaux de façon à y inclure, après 2015, l'éducation secondaire universelle : l'aide en faveur de l'éducation secondaire a baissé de 11 %, alors même que le niveau était déjà bas.

GRAPHIQUE 7. DÉCAISSEMENTS TOTAUX EN FAVEUR DE L'AIDE À L'ÉDUCATION, EN MILLIARDS DE DOLLARS US, ENTRE 2002 ET 2011



Source : Analyse de l'équipe du Rapport mondial de suivi sur l'Éducation pour tous reposant sur le Système de notification des pays créanciers de l'OCDE (2013).

LE PAYSAGE DES DONATEURS DE L'ÉDUCATION EST EN TRAIN DE CHANGER

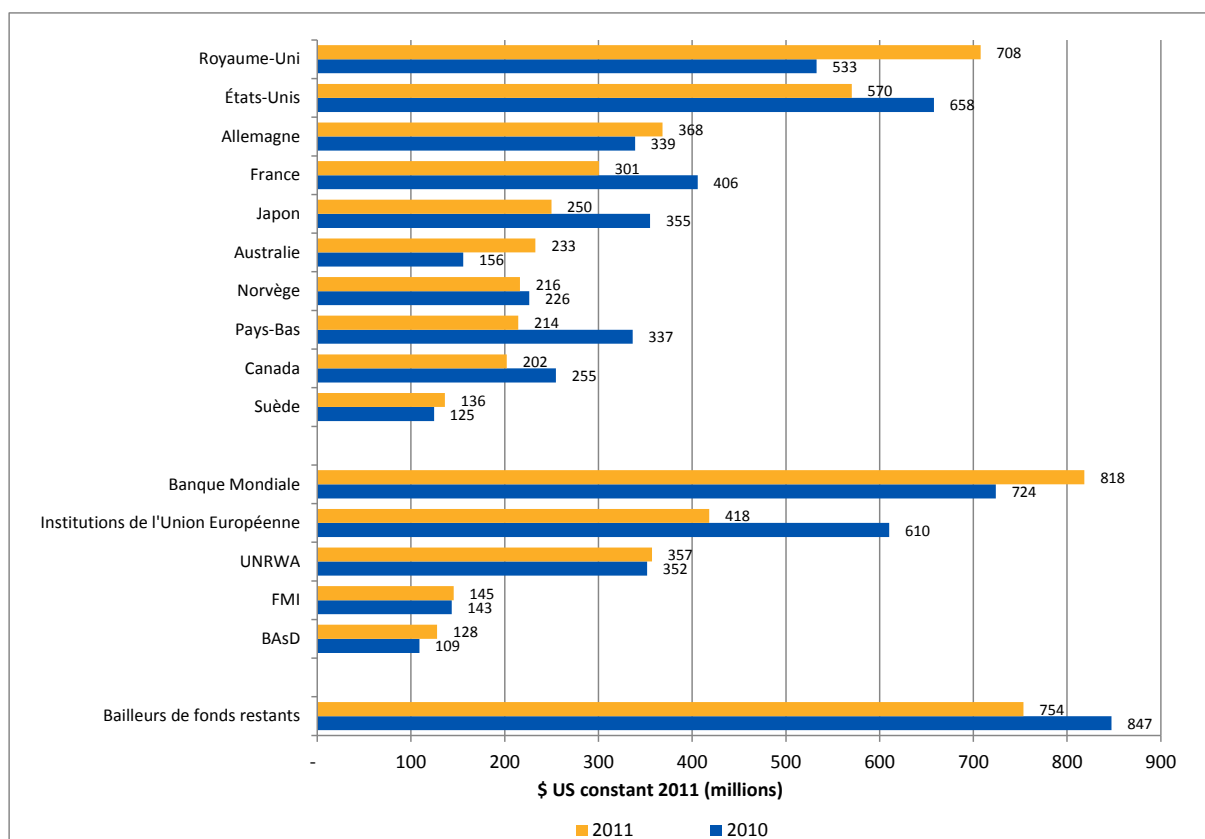
Avant même la crise économique, les donateurs ne semblaient pas en mesure de tenir leur engagement qu'aucun pays ne serait abandonné en matière d'éducation, à cause de l'absence de ressources. L'austérité économique ne doit pas servir d'excuse aux donateurs pour ne pas honorer les promesses qu'ils ont faites aux pays les plus pauvres. Pour leurs plans nationaux dans le secteur de l'éducation, les pays bénéficiaires ont besoin de financements prévisibles. Néanmoins, entre 2010 et 2011, sur les 10 plus grands donateurs bilatéraux d'aide à l'éducation de base, six ont réduit leur aide à l'éducation de base : le Canada, les États-Unis, la France, le Japon, la Norvège et les Pays-Bas (voir **Graphique 8**).

Alors que les États-Unis étaient le plus grand donateur bilatéral, les réductions de l'aide à l'éducation de base décidées par ce pays l'ont fait passer à la seconde place. La décision des Pays-Bas, en 2011, de restreindre ses programmes en faveur de l'éducation qui ne s'inscrivent pas directement dans le cadre de ses priorités en matière de politique étrangère s'est traduite par une baisse brutale de son aide en faveur de l'éducation de base, qui a été réduite de plus d'un tiers entre 2010 et 2011. De ce fait, les Pays-Bas qui étaient en 2008 le deuxième plus grand donateur bilatéral à l'éducation de base, sont passés à la huitième place en 2011. Le changement de priorités du pays est particulièrement préoccupant parce qu'il était l'un des principaux bailleurs de fonds de l'éducation et à l'avant-garde de l'élaboration des politiques. La réduction de l'aide de la France en faveur de l'éducation de base n'a pas seulement été liée à la crise financière mais aussi au fait que depuis 2011, l'OCDE ne considère plus Mayotte comme un pays éligible à l'Aide publique au développement (APD); au cours des années précédentes, Mayotte était le principal bénéficiaire des décaissements d'ADP de la France en faveur de l'éducation de base. Parallèlement, l'aide en faveur de l'éducation de base octroyée par le Japon a baissé de 30%, et de 21% au Canada, entre 2010 et 2011.

Parmi les donateurs multilatéraux, l'Union européenne (UE) a réduit le montant octroyé à l'éducation de base de près d'un tiers entre 2010 et 2011. La diminution des dépenses de l'UE résulte d'une réduction de l'aide accordée à 74 pays; des réductions drastiques ont notamment été observées dans des pays qui enregistrent de faibles performances en éducation, comme le Bangladesh, l'Inde, le Malawi, la Papouasie-Nouvelle-Guinée et l'Afrique du Sud.

Certaines de ces réductions de l'aide en faveur de l'éducation de base ont été compensées par des augmentations de l'aide accordée par d'autres donateurs, tels que l'Australie, l'Allemagne, la Suède et le Royaume-Uni. Les augmentations de l'aide octroyée par le Royaume-Uni à l'éducation de base entre 2010 et 2011 ont fait passer le pays à la première place des donateurs bilatéraux en faveur du secteur, devant les États-Unis. Cela s'explique en partie par l'engagement pris par le Royaume-Uni – avec d'autres donateurs européens – de porter l'aide globale à 0,7 % du produit national brut d'ici à 2015. En 2011, l'aide globale accordée par le Royaume a atteint 0,56 % de son PNB. En revanche, les États-Unis ne se sont pas fixé un objectif similaire, et n'ont consacré en 2011 que 0,19 % de leur PNB à l'aide.

GRAPHIQUE 8. PLUSIEURS DES PLUS GRANDS DONATEURS ONT RÉDUIT L'AIDE ACCORDÉE À L'ÉDUCATION DE BASE ENTRE 2010 ET 2011 (EN PRIX CONSTANTS DE 2011)

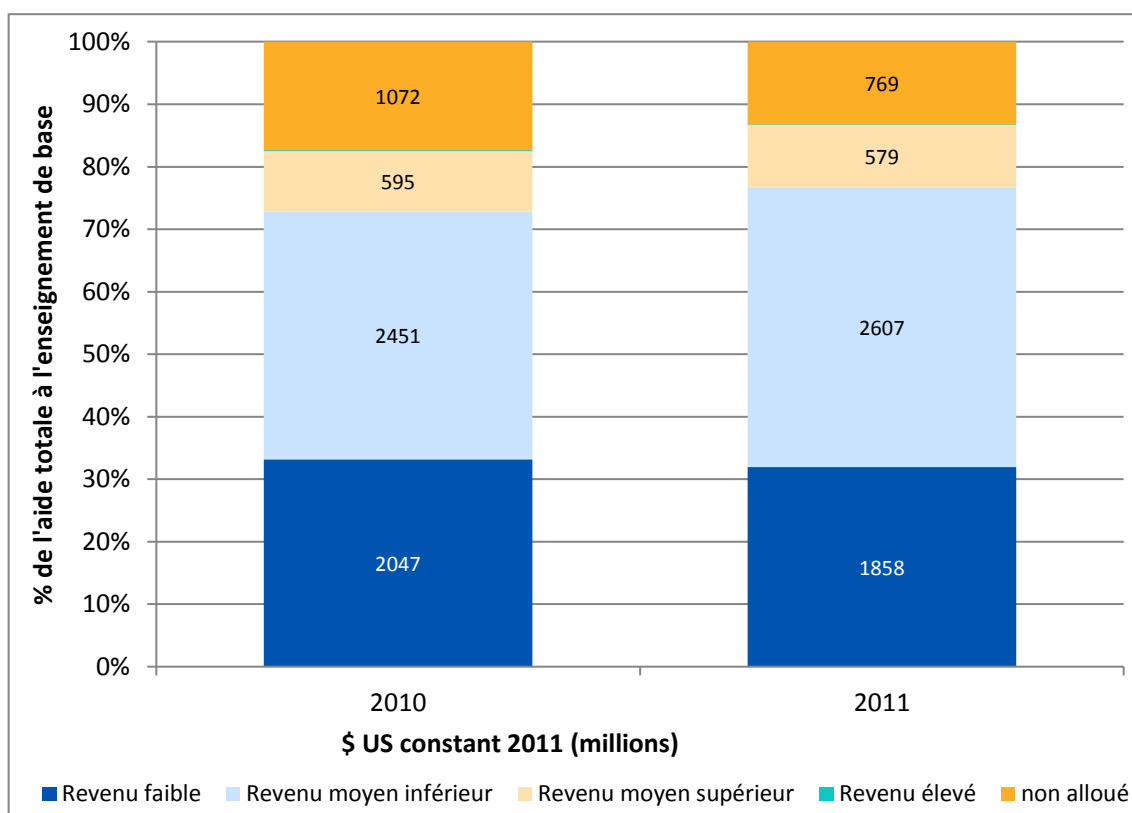


Source : Analyse de l'équipe du Rapport mondial de suivi sur l'Éducation pour tous reposant sur le Système de notification des pays créanciers (2013).

L'AIDE N'EST PAS CANALISÉE VERS CEUX QUI EN ONT LE PLUS BESOIN

Non seulement l'aide en faveur de l'éducation de base a diminué, mais les fonds qui sont alloués ne vont pas nécessairement vers les pays qui en ont le plus besoin. Sur les 5,8 milliards de dollars US d'aide à l'éducation de base mobilisés en 2011, seulement 1,9 milliard de dollars US a été alloué aux pays à faible revenu qui rencontrent le plus de difficultés pour atteindre l'objectif de l'éducation primaire universelle (voir **Graphique 9**). L'aide globale à l'éducation de base versée aux pays les plus pauvres a baissé de 9% entre 2010 et 2011, soit un recul de 189 millions de dollars US, alors que l'aide octroyée aux pays à revenu intermédiaire a augmenté dans le même temps d'un montant similaire.

GRAPHIQUE 9. AIDE TOTALE ALLOUÉE À L'ÉDUCATION DE BASE PAR GROUPES DE PAYS À REVENUS COMPARABLES, EN 2010 ET 2011



Note : L'expression « Non allouée » fait référence à l'aide non allouée au sein de régions et de pays que l'IDA n'a pas classés par groupes de revenus à partir des données de juillet 2012.

Source : Analyse de l'équipe du Rapport mondial de suivi sur l'Éducation pour tous reposant sur le Système de notification des pays créanciers (2013).

Pour certains donateurs, les réductions de l'aide à l'éducation de base versée à des pays à faible revenu ont été encore plus drastiques. La réduction de l'aide à l'éducation de base a été particulièrement importante aux Pays-Bas, où elle a baissé de près de la moitié entre 2010 et 2011. Par ailleurs, alors que l'aide globale octroyée par la Banque mondiale à l'éducation de base a augmenté, les fonds alloués aux pays à faible revenu ont baissé de près d'un quart (voir **Graphique 10**).

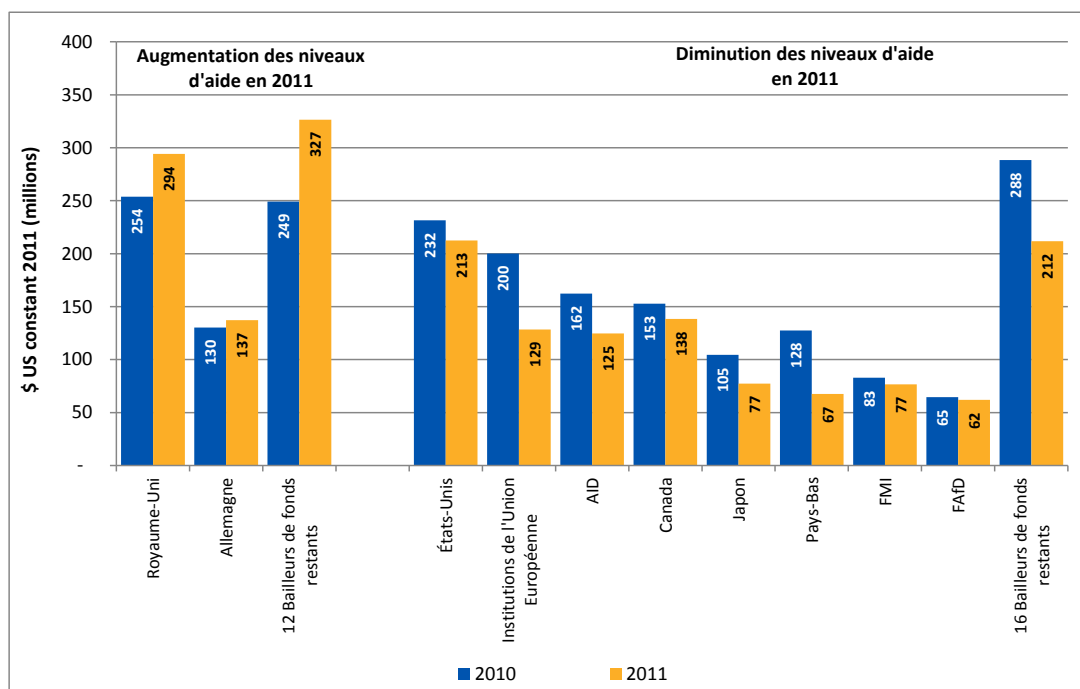
L'équipe du Rapport mondial de suivi sur l'Éducation pour tous a récemment calculé que les pays à faible revenu ont besoin de 26 milliards de dollars US par an pour atteindre l'objectif de l'éducation primaire universelle d'ici à 2015. Non seulement les niveaux d'aide actuels sont largement insuffisants pour combler ce déficit de financement, mais la baisse observée aura pour effet de creuser un peu plus le déficit.

L'AIDE À L'ÉDUCATION DE BASE N'ATTEINT PAS LES RÉGIONS ET LES PAYS QUI EN ONT LE PLUS BESOIN

Plus de la moitié des enfants non scolarisés vivent en Afrique subsaharienne et pourtant, l'aide à l'éducation de base allouée à la région a baissé de 7 % entre 2010 et 2011 (voir **Graphique 11**).

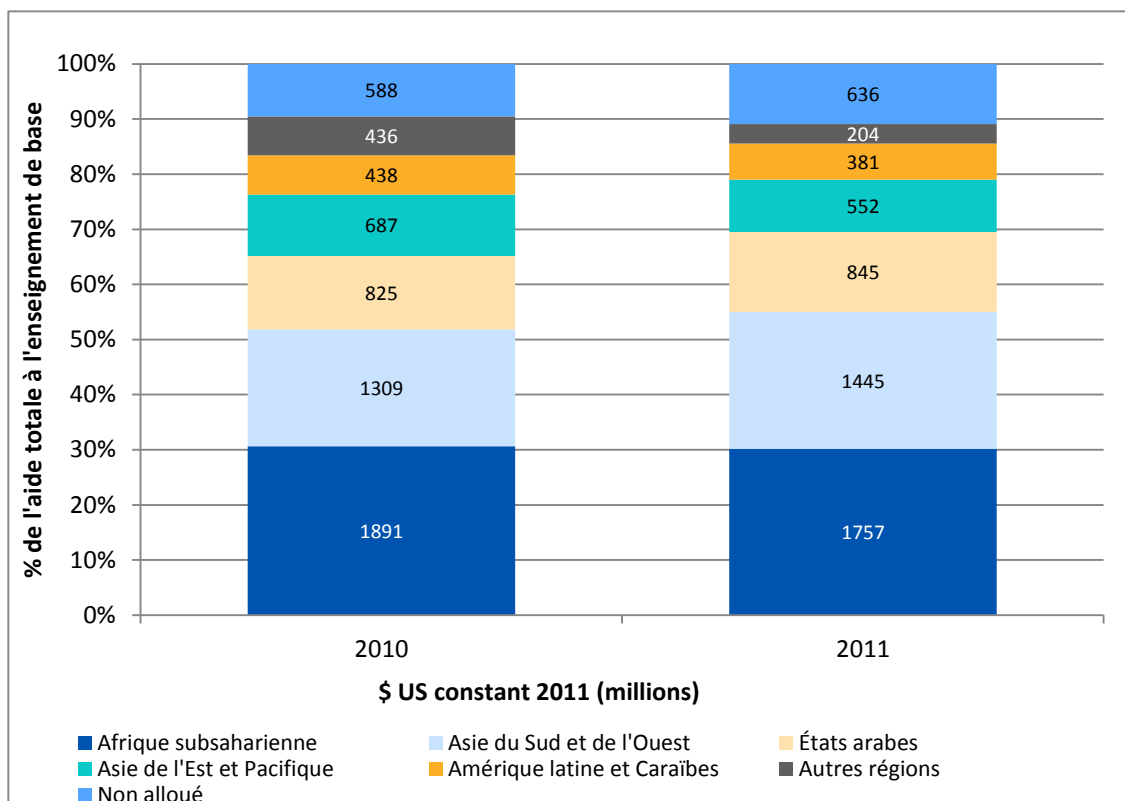
Cette baisse s'explique principalement par les réductions de l'aide octroyée à la région par les cinq plus grands donateurs. Les réductions les plus fortes ont été décidées par le Canada, les Pays-Bas et la Banque mondiale qui ont diminué leurs contributions de près d'un tiers entre 2010 et 2011. Par ailleurs, les institutions de l'UE ont réduit leurs engagements financiers de plus d'un quart.

GRAPHIQUE 10. NIVEAUX DE L'AIDE À L'ÉDUCATION DE BASE ALLOUÉE AUX PAYS À FAIBLE REVENU PAR LES PLUS GRANDS DONATEURS, EN 2010 ET 2011



Source : Analyse de l'équipe du Rapport mondial de suivi sur l'Éducation pour tous reposant sur le Système de notification des pays créanciers (2013).

GRAPHIQUE 11. AIDE TOTALE À L'ÉDUCATION DE BASE PAR RÉGION, EN 2010 ET 2011



Source : Analyse de l'équipe du Rapport mondial de suivi sur l'Éducation pour tous reposant sur le Système de notification des pays créanciers (2013).

Au niveau des pays, il existe également des exemples d'aide non alloués en fonction des priorités en matière d'éducation. Seuls trois des dix pays dans le monde qui ont les nombres les plus élevés d'enfants non scolarisés font partie des dix premiers bénéficiaires de l'aide à l'éducation de base : l'Éthiopie, l'Inde et le Pakistan. Au Pakistan, le nombre d'enfants non scolarisés est passé de 5,1 millions à 5,4 millions en un an et est trois fois supérieur au nombre d'enfants non scolarisés en Inde. Bien que l'aide à l'éducation de base ait augmenté de 6% au Pakistan, la proportion représentée par l'aide dans le secteur (5%) reste inférieure à celle de l'Inde (10%). Alors que le Nigeria abrite la plus grande population d'enfants non scolarisés, il ne figure pas parmi les dix premiers bénéficiaires de l'aide à l'éducation de base et a même vu son aide baisser de près des deux cinquièmes entre 2010 et 2011.

POUVONS-NOUS INVERSER LA TENDANCE D'ICI À 2015 ?

Comme l'indique le Rapport mondial de suivi sur l'Éducation pour tous 2012, l'aide à l'éducation suit généralement les mêmes évolutions que les flux d'ensemble de l'aide. Lorsque l'aide au développement a stagné en 2010, il en fut de même pour l'aide à l'éducation. Les derniers chiffres de l'OCDE montrent qu'en 2012, l'aide globale a baissé de 4 %. Ces dernières réductions auront pour conséquence d'obscurcir encore plus, d'ici à 2015, les perspectives des enfants non scolarisés.

Pourtant, le déficit financier annuel de 26 milliards de dollars pourrait être comblé à temps et permettre d'atteindre ces enfants. Si l'éducation de base se voyait accorder la priorité dans les budgets des donateurs, et si les donateurs qui se sont engagés à porter leur aide publique au développement à 0,7 % de leur produit national brut tenaient leur promesse, 5,3 milliards de dollars US supplémentaires pourraient être octroyés. 2,4 milliards de dollars de plus pourraient être mobilisés en réaffectant l'aide actuellement utilisée pour soutenir les étudiants de pays en développement qui poursuivent leurs études supérieures dans des pays donateurs.

CONCLUSION

Ce document doit servir de signal d'alarme aux donateurs. L'aide à l'éducation diminue alors même que 57 millions d'enfants sont privés de leur droit à l'éducation, et que près de la moitié d'entre eux sont susceptibles de ne jamais aller à l'école.

Le déficit financier de l'éducation de base a augmenté de 10 milliards de dollars US au cours de ces trois dernières années, principalement parce que les donateurs de l'aide n'ont pas tenu leurs promesses. Les nouvelles données relatives à l'aide présentées dans ce document montrent que cette année encore, les donateurs n'ont pas tenu leurs engagements.

Si nous n'atteignons pas notre objectif d'ici à 2015, comment pourrions-nous l'atteindre après cette date, et comment ferons-nous pour que non seulement tous les enfants mais aussi tous les adolescents aillent à l'école ? Les énergies qui se sont agrégées pour réfléchir aux programmes et buts qui doivent être définis pour l'avenir de nos enfants doivent s'assurer que les financements seront suffisants pour atteindre ces objectifs. C'est la raison pour laquelle nous demandons à ce que les objectifs post-2015 comprennent un but spécifique sur le financement octroyé par les donateurs d'aide. Sinon, les enfants continueront à en payer le prix.

Pour en savoir plus :

Veillez télécharger les données et la courte vidéo sur les enfants non scolarisés à l'adresse suivante : <http://www.uis.unesco.org/Education/Pages/reaching-ooscFR.aspx?SPSLanguage=FR>

Rapport mondial de suivi sur l'EPT : www.efareport.unesco.org

Pour de plus amples informations, veuillez consulter le site Internet de l'ISU à www.uis.unesco.org afin d'accéder aux bases de données et pour vous inscrire aux alertes courriel sur les dernières publications et les données les plus récentes de l'Institut.